



Polémique à Lyon 2 : un enseignant calomnié pour son appel au boycott

Description

Une nouvelle polémique agite l'université de Lyon 2 et la sphère politico-médiatique, teintée de déformations et d'accusations outrageantes envers l'historien Julien Théry.

Par Agence Média Palestine, le 25 novembre 2025



Tout commence par une lettre ouverte en septembre dernier, signée par 20 personnalités qui demandent à Emmanuel Macron de ne pas reconnaître l'état de Palestine « sans conditions ».

« Alors que la France s'est prudemment abstenue de toute reconnaissance d'un état palestinien depuis 1948, dans l'attente de réunir les conditions de paix et de sécurité mutuelle, comment justifier de le faire tandis que la guerre déclenchée par le pire massacre antisémite depuis la Shoah fait toujours rage ? », peut-on lire dans cette lettre, publiée par le Figaro.

La lettre ne pointait aucune responsabilité sur Israël dans la poursuite d'un génocide depuis deux ans, et son sabotage des négociations en vue d'un accord de paix ; elle refusait de prendre en compte les avis consultatifs de la CIJ concernant l'illégalité de la colonisation de la Cisjordanie.

La lettre avait indigné de nombreux soutiens à la cause palestinienne, qui y ont répondu par des articles et des publications sur les réseaux sociaux. L'autrice Sophie Tregan publie sur son blog MédiaPart une réponse à la « lettre de la honte », qui conclut : « quand on conditionne la reconnaissance d'un état à la libération de 49 otages au mépris de la vie de plus de 1,5 million de personnes en proie à un génocide, c'est est ni plus ni moins qu'une hiérarchisation des vies humaines selon leur origine ethnique, du suprémacisme. »

Julien Théry, historien et professeur à l'université Lyon 2, relaie alors ce texte sur ses propres réseaux sociaux. Il y appose la liste des signataires de la lettre ouverte d'aj publiée sur le site du Figaro, surmontée de l'intitulé « génocidaires à boycotter ».

« L'antisémitisme de gauche, la grande fake news »

Deux mois plus tard, la LICRA a publié, vendredi dernier, un montage tronqué de ce dernier post de Julien Théry. Omettant l'analyse de Sophie Tregan et l'origine de la liste de noms, la LICRA accuse l'historien de « faire des listes comme on en faisait sous l'Occupation », de cibler personnellement les personnes nommées et d'appeler à « la discrimination et la violence ».

« Il s'agit d'une tromperie visant à faire croire que je me suis amusé à dresser une liste à ma fantaisie, sans rapport avec quelque tribune ou texte que ce soit. De la belle ouvrage, pour lancer le harcèlement », déplore l'universitaire sur son compte Facebook.

L'historien est victime depuis lors d'une violente campagne de diffamation et de harcèlement appelant à son licenciement pur et simple, et reçoit des menaces de mort et des insultes. Une situation autant plus préoccupante que l'adresse précise de son lieu de travail a été divulguée, constituant un risque pour sa sécurité.

Si l'université Lyon-2 reconnaît à Julien Théry son « droit absolu d'expression à titre individuel et privé », elle a condamné ses propos et s'en est solidairement dans un communiqué, affirmant envisager « des mesures ».

L'affaire est remontée bien vite jusqu'au président LR de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, qui dénonce sur X « l'antisémitisme ordinaire d'extrême gauche dans nos universités », avant de se féliciter d'avoir coupé à l'université une partie de ses financements l'an dernier.

Cette coupe de financement avait par ailleurs fait suite à une autre polémique infamante à l'encontre d'un enseignant dont le soutien (privé) à la cause palestinienne lui avait valu des accusations d'apologie du terrorisme, comme nous avait expliqué l'intéressé, Willy Beauvallet, dans une [interview donnée à l'Agence Média Palestine](#).

Si la présente affaire explose deux mois après la publication de Julien Théry, c'est probablement car celui-ci vient de publier un nouveau livre intitulé « En finir avec les fausses

idées sur l'histoire de France », dans lequel figure un chapitre d'histoire intitulé « L'antisémitisme de gauche, la grande fake news ».

Ce texte d'actualité évoque l'irruption de l'idée d'un « antisémitisme de gauche » dans le débat public depuis à peine plus de deux décennies, qu'il attribue à une entreprise de désinformation de l'opposition à Israël.

« Il se pourrait aussi qu'il ait écrit le mon cent petit livre ? » ironise Julien Thiry sur son compte Bluesky, en réponse aux propos calomnieux de Laurent Wauquiez.

date créée
2025/11/25